

# Et si le transport devenait gratuit pour tou-te-s les lycéen-ne-s, étudiant-e-s et apprenti-e-s de Nouvelle-Aquitaine !

À la région Nouvelle-Aquitaine, les élus du groupe communiste, écologique et citoyen défendent la gratuité des transports.

Cette mesure peut être financée dès 2026 grâce au Versement Mobilité régional.

Les élus du groupe communiste, écologique et citoyen au Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine souhaitent mener un combat politique de justice sociale et d'égalité, à savoir, la gratuité du transport scolaire pour les lycéens, étudiants et apprentis.

Ils sont convaincus que l'accès à l'éducation et à la formation doit être gratuit, et qu'aucun jeune ne doit être limité dans son parcours par le coût de la scolarité, des manuels, des fournitures ou des transports et d'autres frais annexes. En région Nouvelle-Aquitaine, de nombreux jeunes dépendent quotidiennement du train ou du car régional pour se rendre à l'école ou en formation, et le coût du transport constitue un obstacle direct à la réussite scolaire et à l'égalité des chances.

Cette mesure pourrait être financée par le Versement Mobilité que la région devrait mettre en place dès 2026. Pour les élus, cela constituerait un pas concret pour réduire les inégalités et garantir l'égalité des chances sur l'ensemble du territoire. Après la gratuité des manuels scolaires, il est possible d'aller encore plus loin, en rendant l'école véritablement gratuite dans toutes ses dimensions.

**L'engagement répond sur plusieurs principes :**

- ♦ **justice sociale** : garantir la mobilité scolaire de toutes et tous,
- ♦ **transition écologique** : favoriser l'usage des transports collectifs plutôt que la voiture individuelle, réduisant ainsi les émissions de gaz à effet de serre,
- ♦ **cohésion territoriale** : garantir l'accès aux lycées, universités et centres de formation, même dans les zones rurales et périurbaines.

Les élus communistes souhaitent porter cette proposition et la faire partager à toutes et tous les communis de la région Nouvelle-Aquitaine afin d'élaborer une stratégie politique forte pour :

- ♦ sensibiliser les militants et citoyens sur l'enjeu de la gratuité du transport scolaire,



- ♦ engager la discussion avec les associations de parents, syndicats étudiants et structures de jeunesse,
- ♦ préparer des initiatives locales et régionales pour faire de cette proposition une réalité.

C'est un combat pour l'égalité, l'émancipation des jeunes et la protection de notre planète.

Ensemble, faisons en sorte que la mobilité scolaire ne soit plus un frein mais un droit pour tous nos jeunes. ■

## RÉPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.

S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

7 rue Frédéric Bastiat – BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41

Directeur de la publication : Alain BACHE

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : <http://pcf40.free.fr>

Abonnement annuel 25€

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P.N° 0728P11523– N° 2522 – Jeudi 2 octobre 2025

### Lien de la pétition :

<https://petitions.pcf.fr/petition/org/cr-nouvelle-aquitaine/pour-la-gratuite-des-transports-scolaires-en-nouvelle-aquitaine>

### Université d'automne du PCF des Landes

La Fédération des Landes du PCF propose aux camarades de se retrouver pour une journée de formation et d'échanges le

**samedi 18 octobre de 9 h à 16 h,  
au Parc de la Nature à TARNOS.**

Le débat cette année sera axé sur les élections municipales.

C'est Taylan COSKUN, *conseiller municipal de Montreuil, membre du Conseil National du PCF* qui animera cette journée.

Le fil conducteur de cette journée aura pour thème : **Pourquoi faut-il s'intéresser aux élections municipales ?**

Une occasion d'échanger sur les politiques, les enjeux locaux en lien avec la situation nationale et aussi d'affirmer qu'une présence de candidat(e)s communistes est signe d'efficacité et de progrès dans toutes les municipalités.

Nous pouvons également associer à cette journée, les candidats aux élections 2026 et aussi celles et ceux qui sont nos compagnons de route.

\* Pause-déjeuner avec un panier partagé –que chacune et chacun amène ce qu'il a de « meilleur ». ■

# Après le 18 septembre, imaginons un pacte d'avenir pour la France

## Le pouvoir est à l'agonie et le pays en ébullition.

La France vit un moment de bascule dont l'orientation dépend de nous tous et toutes. Elle peut s'enfoncer dans la réaction et la guerre ou ouvrir un nouvel horizon de progrès et de paix.

Jamais ces dernières décennies le divorce entre la France du travail et les élites qui la gouvernent n'a été aussi profond. Après 8 ans de présidence d'Emmanuel Macron, le pouvoir est à l'agonie et le pays en ébullition partagé entre colère et inquiétude. Le pouvoir macroniste s'acharne à fragiliser la Sécurité Sociale, à prolonger indéfiniment la vie au travail, à étouffer les salaires, à brader nos industries, à réduire les services publics à l'état de peau de chagrin, à mener une politique belliciste.

La conséquence est que des milliers de salariés, de femmes et d'hommes, se sentent invisibles, privés de toute considération, ignorés par le pouvoir.

## Cette invisibilité est une blessure démocratique.

Elle nourrit l'extrême-droite, comme hier la crise a nourri les fascismes, alors même que ce camp a en commun avec le pouvoir d'être au service exclusif du capital : il ne veut ni de l'augmentation du salaire brut, ni du retour de l'ISF !

Le 18 septembre, plus d'un million de travailleurs et travailleuses ont relevé la tête par des grèves et des manifestations.

## Écrivons la suite avec courage et audace.

Le moment politique n'est pas seulement une épreuve pour notre nation et pour le monde du travail, il est aussi une opportunité pour le changement.

Nous avons un nouveau chemin à emprunter : rompre collectivement avec la logique de dépossession et construire un grand mouvement d'appropriation sociale dans lequel le monde du travail reprendra au capital la direction du pays pour servir l'intérêt général et non les profits d'une minorité de grands actionnaires. Imaginons ensemble un pacte d'avenir pour la France. Une France qui sécurise tous les âges de la vie, de la protection de l'enfance à l'autonomie du grand âge en passant par une alternance de périodes de formations et d'emploi dans une continuité de revenu sans l'angoisse du lendemain, 80 ans après la création de la Sécurité Sociale par le communiste

Ambroise Croizat.

Une nation forte de ses travailleurs et travailleuses, à égalité professionnelle, de sa jeunesse, qui dispose de nouveaux pouvoirs d'intervention pour engager une nouvelle industrialisation sociale et écologique et la reconquête de ses services publics. Une nation libre et souveraine qui coopère en Europe et dans le monde avec toutes les nations qui veulent agir avec elle pour la paix et la réponse aux grands défis sociaux, écologiques, technologiques du siècle.

L'argent existe pour un tel pacte ! Comment expliquer que 211 milliards d'euros d'aides publiques aux entreprises soient distribués sans critère ? Comment expliquer qu'on trouve l'argent pour doubler le budget de la défense mais pas de la culture, de la santé, de l'éducation, des transports, de la justice ?

Faisons émerger une République nouvelle, pleinement sociale et démocratique, forte d'un principe simple et puissant : la primauté du travail sur le capital.

C'est aussi que nous barrerons la route à l'extrême-droite car le plus sûr moyen de combattre la haine est de répondre aux besoins populaires.

L'histoire nous enseigne que les grands sursauts français sont nés de l'alliance entre le monde du travail et une vision politique émancipatrice. Chaque fois que la France a su faire primer l'égalité sur les privilèges, le travail sur le capital, elle a su écrire une nouvelle page. C'est à nous désormais qu'il revient de continuer ce fil.

Pour reprendre les mots de Victor Hugo, « il n'est rien au monde d'aussi puissant qu'une idée dont l'heure est venue ».

L'heure est venue. ■

Igor Zamichiei

Coordinateur du comité exécutif national du PCF



**CONTRE L'AUSTERITÉ ET LA GUERRE, PRENONS**

**LE PARTI PRIS du Travail et de la paix**

Vie chère, salaires en berne, industrie bradée, casse des services publics et de la sécurité sociale et augmentation sans fin du budget militaire... Depuis 8 ans, des centaines de milliards d'euros des richesses que nous créons ont financé les maxi profits d'une petite minorité d'ultra-riches et de grands actionnaires au détriment de l'intérêt général.

**Nous sommes des millions à nous mobiliser pour dire stop ! Nous voulons un changement de politique.**

Dans les prochaines semaines, amplifions la mobilisation par les grèves et les manifestations pour l'imposer au pouvoir et aux dirigeants des multinationales.

**Exigeons ensemble :**

- La fin de l'austérité budgétaire.
- L'abrogation de la réforme des retraites.
- L'augmentation des salaires et des pensions.
- Des créations d'emplois dans l'industrie et les services publics.
- Le gel des dépenses d'armement.

**Une autre politique est possible : réorientons l'argent public, des banques et des entreprises et prenons le pouvoir sur la production !**

**Le PCF propose un pacte d'avenir pour la France qui prend le parti du travail et de la paix.**

**PARTICIPEZ AU PROJET**

**DONNEZ VOTRE AVIS**



[https://www.pcf.fr/manifestations/pacte\\_avoir](https://www.pcf.fr/manifestations/pacte_avoir)



**STOP 211 MILLIARDS AUX SANS-CONDITIONS POUR LES GRANDES ENTREPRISES**

C'est le 1<sup>er</sup> poste de dépenses de l'État et il échappe à tout contrôle démocratique. **Nous disons assez !**

Des milliards d'euros d'aides fiscales et d'allègements de cotisations sociales qui bénéficient chaque année à Auchan, Michelin, LVMH ou ArcelorMittal alors que ces entreprises suppriment des milliers d'emplois, délocalisent les productions et versent des milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires !

**Signez la pétition pour exiger que l'argent public serve enfin l'intérêt général !**

**Nos propositions sont simples et justes**

Comme le réclame la commission d'enquête ayant pour rapporteur le sénateur communiste Fabien Gay, nous voulons :

- ➔ Imposer des critères sociaux et écologiques aux aides publiques versées aux entreprises.
- ➔ Exiger le remboursement total d'une aide de l'État ou d'une collectivité locale si une entreprise procède à une délocalisation de l'activité concernée dans les deux années qui suivent.
- ➔ Diviser par trois le nombre de dépenses fiscales et de subventions budgétaires aux entreprises d'ici 2030.

**Mobilisons-nous pour développer l'emploi et la formation, créer de nouveaux pouvoirs d'intervention des salariés et améliorer la vie des Français !**

**Scannez signez**



# Non à la fermeture de l'abattoir de Bazas !

## Veut-on organiser la fin de l'élevage ?

La fermeture brutale de Bazas, sans préavis, est une décision inadmissible. C'est une politique de désertification qui doit cesser immédiatement !

D'une part, les éleveurs de petits ruminants de Gironde, des Landes et du Lot-et-Garonne vont se retrouver dépourvus de solution pour l'abattage de leurs animaux : ils seront obligés de se tourner vers les abattoirs des Pyrénées-Atlantiques ou du Sud Charente-Maritime, à plus de 2h de route. La chaîne d'abattage petit ruminant de Bazas est cruciale pour leur activité.

D'autre part, tous les éleveurs bovins de la zone vont devoir se tourner vers d'autres abattoirs, ce qui va saturer encore plus des structures déjà saturées. De plus, au-delà de contrevenir gravement au bien-être animal, il est économiquement impossible pour un éleveur de faire des heures de route pour rejoindre un abattoir.

Enfin, un des abattoirs alternatifs, Eymet, en Dordogne est actuellement fermé de manière temporaire (pour 15 jours). La Confédération paysanne de Dordogne est elle aussi en ordre de marche pour se mobiliser.

La fermeture de l'abattoir de Bazas signifie donc que beaucoup d'élevages locaux vont mettre la clé sous la porte.

Alors même que chacun parle de renforcer la souveraineté alimentaire, il est inacceptable d'abandonner un tel outil. Sur ce territoire rural, où la polyculture-élevage reste une source de dynamisme économique et social, la disparition de cet outil met en danger non seulement les éleveurs, mais aussi des familles entières qui vivaient de ce travail, salariés des abattoirs, et professionnels de la filière viande comme les bouchers.

**Un abattoir de proximité, c'est indispensable pour :**

- ♦ permettre la commercialisation en circuit court,
- ♦ favoriser l'installation de jeunes paysans,
- ♦ garantir le bien-être animal en évitant des heures de transport,
- ♦ approvisionner les cantines et les familles en viande locale et de qualité.

Il y a donc urgence !

Nous demandons donc aux élus des trois départements concernés – Lot-et-Garonne, Gironde, Landes – ainsi qu'aux élus régionaux, aux chambres d'agriculture, aux DDETSP, à la DRAAF et à l'ensemble des acteurs de la filière viande de se mobiliser pour garantir la pérennité de cet outil d'utilité publique. Il y a bien une cellule de crise viticole mise en place par le préfet de région. L'élevage le mérite tout autant.

Nous disons non à la fermeture de l'abattoir de Bazas, et oui à un avenir vivant pour nos campagnes ! ■

**Communiqué de presse  
Confédération Paysanne des Landes  
et Modef des Landes**

Dans un communiqué de presse, les élus communistes régionaux Béatrice Tariol, conseillère régionale, membre de la commission Agriculture et Alain Baché, président du groupe communiste, écologique et citoyen, ont eux-aussi demandé à ce que l'abattoir de Bazas ne ferme pas.

« À l'heure où de nombreux débats portent sur l'agriculture et la ruralité, tout doit être mis en œuvre pour que l'abattoir de Bazas poursuive son activité. Il est essentiel que les éleveurs de bovins – ainsi que ceux de petits ruminants venus des Landes, du Lot-et-Garonne et de la Gironde – puissent continuer à disposer d'un outil d'abattage de proximité.

Le maintien de cet abattoir est une condition indispensable pour renforcer la souveraineté alimentaire de notre pays. Sa fermeture mettrait en péril l'avenir des productions locales et aurait un impact économique majeur : que deviendraient les salariés de l'abattoir ? Que deviendraient les professionnels des filières viandes qui en dépendent ?

**Préserver cette activité locale, c'est :**

- ♦ garantir la pérennité des productions dans nos campagnes,
- ♦ transmettre des savoir-faire et aussi favoriser l'installation de jeunes éleveurs,
- ♦ valoriser les circuits-courts et approvisionner la restauration collective locale et de qualité,
- ♦ contribuer au bien-être animal en évitant des transports longs et pénibles.

Les élus appellent l'ensemble des collectivités locales (communes, communautés, départements, région) à se mettre autour de la table avec les partenaires de cette filière pour trouver des solutions pour le maintien de l'abattoir de Bazas.

Tout doit être entrepris pour garantir la continuité de son activité ».■

**L'Union Locale CGT de la Haute-Lande fête  
50 ans d'activités et les 80 ans de la  
Sécurité Sociale fondée  
par Ambroise Croizat  
Vendredi 10 et samedi 11 octobre  
Centre Jean Jaurès - Morcenx-la-Nouvelle**

### **Programme :**

**Vendredi 10 octobre** à 18 h, salle du cinéma, projection du film « Les Jours Heureux » de Gilles Perret, suivi d'un apéritif tapas au Centre Jean Jaurès.

### **Samedi 11 octobre :**

- ♦ 9 h, accueil au centre Jean Jaurès, visite d'exposition, documents photos, de l'Union locale et de la Sécurité Sociale
- ♦ 10 h, débat public sur la Sécurité Sociale en présence de Véronique Martin de l'Union Confédérale des Retraités ; d'Alain Eyraud de l'Union Syndicale Retraités Landes ; de Jean-Philippe Freysselinas de l'Union départementale des Landes et d'un représentant du PCF.
- ♦ 12 h 30, apéritif suivi d'un repas à 15 € (garbure, poulet basquaise, gâteau basque, café et vin). Inscriptions pour le repas avant le 6 octobre au 05.58.07.84.97 ou ulmorcenx.cgt@gmail.com ■

Tarnos

## Succès de la conférence-débat avec Monique Pinçon-Charlot



De gauche à droite : Jean Querbes, Monique Pinçon-Charlot et Marc Mabillet

À l'initiative des communistes du Seignanx, plus d'une centaine de personnes était présente à la conférence animée par la sociologue Monique Pinçon-Charlot, ancienne directrice de recherche au CNRS.

Au cours de cette conférence, elle a dénoncé comment les très riches, cette oligarchie saccageaient notre planète en toute impunité.

Des échanges et débats riches ont eu lieu avec les participations remarquables de Marc Mabillet, maire de Tarnos et Jean Querbes, ancien député européen, qui ont contribué à rendre ce débat passionnant.

La salle a chaleureusement applaudi tous les participants. Les échanges se sont poursuivis autour d'un buffet.

Monique Pinçon-Charlot a pu dédicacer son dernier livre, « **Les riches contre la planète, violence oligarchique, chaos climatique** ».

25 livres ont été vendus.

Pour les personnes qui le souhaitent, il est possible de passer commande de ce livre à la Librairie Colette de Tarnos.

Une belle réussite et vraiment une belle soirée. ■



Les participants nombreux au débat

## Gnacs et Chacailles

### DETTE OU HUMANITE

Il est où le bonheur, il est où?/ Il est où?/ Il est où le bonheur, il est où?/ Il est où? [] J'ai fait l'amour, j'ai fait la manche/ J'attendais d'être heureux/ J'ai fait des chansons, j'ai fait des enfants/ J'ai fait au mieux/ J'ai fait la gueule,/ j'ai fait semblant/ On fait comme on peut/ J'ai fait le con, c'est vrai,/ J'ai fait la fête, ouais/ Je croyais être heureux, mais [] Y a tous ces soirs sans potes/ Quand personne sonne et ne vient/ C'est dimanche soir, dans la flotte/ Comme un con dans son bain/ Essayant de le noyer, mais il flotte/ Ce putain de chagrin/ Alors, je me chante mes plus belles notes et/ Ça ira mieux demain [] Il est où le bonheur, il est où?... [] Il est là le bonheur, il est là... [] J'ai fait la cour,/ j'ai fait mon cirque/ J'attendais d'être heureux/ J'ai fait le clown, c'est vrai et j'ai rien fait/ Mais ça ne va pas mieux/ J'ai fait du bien, j'ai fait des fautes/ On fait comme on peut/ J'ai fait des folies,/ j'ai pris des fous rires, ouais/ Je croyais être heureux, mais [] Y a tous ces soirs de Noël, où l'on sourit poliment/ Pour protéger de la vie cruelle/ Tous ces rires d'enfants/ Et ces chaises vides qui nous rappellent/ Ce que la vie nous prend/ Alors, je me chante mes notes les plus belles/ C'était mieux avant [] Il est où le bonheur, il est où?..... Extrait de « Il est où le bonheur » par Christophe Maé né Christophe Martichon le 16/10/1975 à Carpentras, auteur compositeur interprète et Paul Ecole (nom de plume) auteur-compositeur, originaire de Drancy. Quelle farce que ces larmoiements sur les déficits budgétaires quand les déficits démocratiques et les dettes écologiques, les urgences sociales hurlent de partout. Ce n'est pas la dette qui se creuse, mais les injustices. L'argent ne doit pas aller aux actionnaires, mais aux salaires. Il faut construire plus d'hôpitaux et moins de chars d'assaut. L'exigence de justice sociale, de justice fiscale, de justice écologique, contre l'économie de guerre, ses profiteurs et ses massacres est partout. La Fête de l'Humanité, de la liberté et du pluralisme, réfute la mise sous tutelle idéologique à la sauce Bolloré, Arnaud, Stérin et autres milliardaires corrompus par l'excès de fric, de pouvoir, et leur insatiable envie de dominer et exploiter les travailleuses et travailleurs. Leurs médias et leurs employés serviles développent des vérités braquées sur le fait divers pour détourner l'engagement progressiste, mettre la culture au pas, glorifier l'individualisme, l'argent, la loi du plus fort. Se saisir des productions du groupe l'Humanité, les lire et les faire découvrir, c'est le contrepoison idéologique. Des jeunes en nombre s'en emparent pour bâtir une alternative aux grands médias qui militent contre les aspirations populaires, la culture et la paix. L'Humanité et L'Humanité Magazine, sont un moyen pour remettre le monde sur le chemin des émancipations et d'une paix durable. Atau réalisam l'humanitat (Ainsi réalisons l'humanité) ■

Roger La Mougne